

## **Déclaration d'Alain Lhostis Conseiller de Paris (Communiste)**

### **Assistance Publique-Hôpitaux de Paris : Déclin ou renaissance ?**

Bertrand Delanoë, Maire de Paris, président du conseil d'administration de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris, dans une déclaration le 5 février, a marqué son opposition claire aux conditions de restructuration à marche forcée de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris, exigées par le gouvernement.

Ce plan ne fait pas dans la dentelle. La suppression d'au moins 4000 postes d'ici 2012, la fermeture de nombreux services de pointe, de services d'urgence, et de plusieurs hôpitaux à Paris et dans des départements de la banlieue. Ces décisions étant annoncées, on demande maintenant au personnel, et notamment aux médecins, de faire tenir les projets médicaux de prise en charge des malades dans ces schémas de réorganisation administrative et comptable.

Je me félicite de la décision annoncée d'organiser en mai prochain à l'occasion d'une séance du conseil de Paris, un grand débat démocratique sur le plan stratégique 2010 /2014 de l'AP-HP et surtout de la mise en place immédiate d'un groupe de travail rassemblant les élus du conseil de Paris de toutes tendances politiques qui auditionnera les acteurs de l'hôpital.

Pour ma part, je suis désireux, ayant assumé par délégation de Bertrand Delanoë de 2001 à 2008 la présidence déléguée du conseil d'administration de l'Assistance Publique hôpitaux de Paris et assurant depuis 2008 la présidence de la commission de surveillance de l'hôpital Saint-Louis, et en raison de l'expérience que j'y ai acquise, d'apporter une contribution active à ce débat.

Pour ces raisons, afin que le débat ne soit pas faussé dès le départ, je demande au maire de Paris d'intervenir auprès de la ministre de la santé pour obtenir que dans cette période de débat, aucune des décisions de fermeture de service ou d'établissement ainsi que les 4000 suppressions de postes qui viennent d'être annoncées soient suspendues sine die, ainsi que le réclament plus de 900 médecins et l'ensemble des syndicats de l'AP-HP.

Je suggère également que le maire de Paris prenne l'initiative d'une rencontre des élus de Paris et de la banlieue qui président une commission de surveillance d'un hôpital de l'AP-HP pour permettre un échange et envisager les actions à mener ensemble.

Paris le 07/02/10